

Vietnam: L'UE doit exiger la fin de la répression contre la dissidence lors du dialogue sur les droits de l'Homme

PARIS, 29 novembre 2017 (FIDH & VCHR) - L'Union Européenne (UE) doit presser le gouvernement vietnamien pour qu'il mette fin à la répression en cours contre la dissidence non-violente, abroge ses lois répressives et libère immédiatement tous les prisonniers politiques, ont préconisé aujourd'hui la FIDH et son affiliée le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme (VCHR) à l'approche du Dialogue UE-Vietnam sur les droits de l'Homme. Ces discussions bilatérales doivent se tenir le 1^{er} décembre 2017 à Hanoi.

Dans un [nouveau rapport](#), la FIDH et le VCHR détaillent leurs préoccupations concernant la situation des droits de l'Homme dans quatre domaines clefs : 1) les violations du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; 2) les restrictions sur le droit à la liberté d'assemblée pacifique ; 3) les restrictions sur le droit à la liberté de religion ou de croyance ; et 4) le recours à la peine de mort.

« La détention et l'emprisonnement arbitraires de militants les jours précédant le dialogue avec l'UE démontrent que Hanoi s'est habitué, concernant les droits de l'Homme dans le pays, à une approche de la communauté internationale faite de belles paroles mais d'aucune action concrète », a dit le Président de la FIDH Dimitris Christopoulos.

Le 27 novembre 2017, à l'issue d'un procès qui n'a duré qu'une demi-journée, le tribunal de la province de Ha Tinh a condamné le blogueur de 22 ans Nguyen Van Hoa à sept ans de prison pour le crime de « *propagande contre l'État* » prévu à l'article 88 du Code pénal. Nguyen Van Hoa était accusé d'avoir produit et mis en ligne des vidéos et des interviews en relation avec la catastrophe environnementale de Formosa. La veille, le 26 novembre, l'avocat Vo An Don, qui devait assurer la défense la blogueuse emprisonnée Nguyen Ngoc Nhu Quynh, alias Mother Mushroom, lors de son procès en appel le 30 novembre prochain, a soudainement vu sa licence révoquée par l'Association du Barreau de la province de Phu Yên. Il ne pourra plus la défendre au procès.

La FIDH et le VCHR sont très inquiets de l'augmentation alarmante des arrestations, procès iniques, lourdes peines d'emprisonnement et violences à l'encontre des défenseurs des droits de l'Homme, des blogueurs et de la société civile en 2017. Le Vietnam détient actuellement au moins 130 prisonniers politiques. Un des exemples

les plus marquant est celui du bonze bouddhiste Thich Quang Do qui est toujours en résidence surveillée sans charge après plus de trois décennies de détention pour s'être fait l'avocat de la liberté religieuse, des droits de l'Homme et la démocratie.

La répression systématique des droits fondamentaux civils et politiques est incompatible avec les obligations internationales du Vietnam qui État partie aux principaux traités de protections des droits de l'Homme des Nations Unies, et avec l'engagement pris auprès de l'UE de respecter les libertés démocratiques et les droits humains.

“Sous sa forme actuelle, le dialogue sur les droits de l'Homme n'est que poudre aux yeux qui cache la situation catastrophique des droits de l'Homme et permet au gouvernement vietnamien de se vanter, dans les cercles internationaux, de se conformer pleinement à ses obligations en matière de droits de l'Homme. L'UE doit transformer le dialogue en un processus efficace avec des critères, des mécanismes de contrôle et un suivi », a dit le Président du VCHR Vo Van Ai.

La récente détention de militants qui avaient rencontré les fonctionnaires européens lors de leur consultation de la société civile en vue du dialogue UE-Vietnam sur les droits de l'Homme démontre le dédain du gouvernement vietnamien pour ses engagements pris à l'égard de l'UE et son mépris pour le dialogue. Le 16 novembre 2017 à Hanoi, la blogueuse Pham Doan Trang, le militant Nguyen Quang A et l'ancienne prisonnière politique Bui Thi Minh Hang ont en effet été détenus pendant plusieurs heures par la police après avoir exposé devant les représentants européens la situation des droits de l'Homme au Vietnam.

L'intimidation des militants à l'occasion du dialogue UE-Vietnam sur les droits de l'Homme n'est pas inédite. En décembre 2015, la police avait arrêté à Hanoi l'avocat des droits de l'Homme Nguyen Van Dai alors qu'il s'apprêtait à rencontrer les envoyés européens présents dans la capitale vietnamienne pour le 5^e dialogue UE-Vietnam sur les droits de l'Homme qui s'est tenu le 15 décembre 2015.

Press contacts:

FIDH : M. Andrea Giorgetta (*anglais*) - Tél : +66886117722 (Bangkok)

FIDH : Mme Audrey Couprie (*anglais et français*) - Tél : +33648059157 (Paris)

VCHR : Mme Penelope Faulkner (*anglais, français et vietnamien*) - Tél : +33611898681 (Paris)